

L'embauche à l'origine : une formule de développement local

Le syndicat agraire Unió de Pagesos est pionnier dans la mobilisation organisée de travailleurs saisonniers pour les campagnes de fruits en Catalogne.

ENTRETIEN avec *Andreu Peix* par *Maria-Àngels Roque*

L'immigration rurale et agricole est liée à la structure et aux conjonctures socio-économiques que connaît l'Etat espagnol depuis le milieu des années soixante-dix, période à laquelle arrivent les premiers immigrés dans les zones rurales de Catalogne, en particulier dans des zones à tradition fruitière et maraîchère telles que Lérida et le Maresme. Le manque de main d'œuvre, puis par la suite la saturation des zones urbaines, sont deux des principales raisons qui expliquent l'attraction du domaine rural. Depuis lors, ce processus n'a pas cessé, et à partir des années quatre-vingts, l'immigration s'est déplacée le long de l'arc méditerranéen dans des zones d'agriculture intensive. Au milieu des années quatre-vingt-dix, et bien que l'agriculture intensive des petites exploitations ne perde aucune vigueur, une activité agricole extensive se développe à l'intérieur péninsulaire, surtout pour les fruits, les vendanges et la récolte des olives.

S'il est difficile de quantifier le nombre d'immigrés présents en Espagne, la complexité est encore plus grande dans le cas du secteur agricole, où il est très difficile de connaître le nombre d'immigrés clandestins ; c'est le secteur qui rend plus facile leur présence, en raison de la difficulté des inspections, de la mobilité des travailleurs et de leur caractère saisonnier. Afin d'exercer un contrôle plus strict de l'immigration clandestine, qui touche tout particulièrement l'agriculture, la réforme de la Loi sur les Etrangers de 2001 représente un important changement. Même ainsi, le désajustement entre la demande de travail-

leurs immigrés de la part des entrepreneurs, et le contingent autorisé par l'Etat, favorise encore l'embauche de travailleurs immigrés clandestins.

Unió de Pagesos (Union d'Agriculteurs) est le syndicat agricole de Catalogne, avec la Coopérative d'organisation des agriculteurs et des éleveurs (COAG), se consacre depuis plusieurs années à l'embauche de saisonniers destinés à couvrir, de façon organisée, les besoins de main d'œuvre aux périodes de pointe de la collecte. Unió de Pagesos a mis en œuvre plusieurs expériences d'embauche de travailleurs dans leurs lieux d'origine, principalement en Colombie et au Maroc. Cette expérience a permis de détecter plusieurs besoins, tels que la participation à des projets de développement rural dans les zones de provenance des travailleurs saisonniers immigrés, qui s'ajoute aux demandes de coopération dans le cadre de leurs projets, guidés par différentes ONG locales. En 2001, Unió de Pagesos a constitué la Fondation Pagesos Solidaris (Agriculteurs Solidaires) en vue d'apporter une réponse solidaire, aidant à la formation et à la bonne gestion des projets de développement rural.

Maria-Àngels Roque, anthropologue et auteur de l'étude « La société civile au Maroc, l'émergence des nouveaux acteurs » (Icaria-Antrazyt-IE-Med, 2002), interviewe Andreu Peix, directeur de la Fondation.

MARIA-ÀNGELS ROQUE : *Le système des travailleurs saisonniers établi par Unió de Pagesos, consistant à embaucher des travailleurs directement au point d'origine, représente une mentalité*

bien différente à l'embauche de travailleurs clandestins une fois qu'ils sont en Espagne. Même ainsi, on ne peut pas éviter l'implication dans une stratégie informative démagogique.

ANDREU PEIX : Il y a 11 ans, pour faire face au manque de main d'œuvre nationale dans le secteur agricole, nous avons organisé un système d'embauche de travailleurs. Ils venaient d'Andalousie et Zamora, mais il s'agissait aussi d'étudiants et de collectifs divers établis en Catalogne. Lorsqu'ils ont cessé de venir d'Andalousie pour travailler en Catalogne, parce que cela ne les compensait plus, nous avons lancé, il y a maintenant six ans, l'embauche de travailleurs étrangers. Lorsqu'un immigré s'établit en Espagne, et débute son activité professionnelle dans l'agriculture, il tente de changer de secteur de production pour passer à la restauration ou à la construction. Non pas parce que les salaires sont inférieurs dans le secteur agricole, mais parce que la situation de travailleur temporaire ne plaît à personne.

Il y a six ans, nous avons commencé à embaucher des travailleurs en Colombie ; l'année suivante, nous avons étendu notre activité au Maroc, puis il y a deux ans à la Roumanie. Peu à peu, nous avons augmenté le nombre de travailleurs, la plupart embauchés dans les lieux d'origine. En pleine campagne, nous atteignons désormais 3 500 contrats.

MAR : *Pour garantir la formation du travailleur, sélectionnez-vous des personnes affiliées à une quelconque as-*

Dans l'embauche à l'origine, une priorité est accordée aux secteurs en situation précaire

sociation ? Quelles caractéristiques recherchez-vous ?

AP : Nous sélectionnons des ouvriers agricoles saisonniers, parce qu'ils sont plus habitués au travail. Nous donnons priorité aux personnes en situation précaire, de milieu rural, comme c'est le cas des femmes et surtout des « chefs de famille ». Et de là, nous sommes passés à des zones soumises à une très dure réalité. C'est précisément ce type d'embauche qui nous a fait créer, au sein d'Unió de Pagesos, la Fundació de Pagesos Solidaris, en vue de participer au développement humain, économique et social des sociétés agraires les moins favorisées.

MAR : *Possédez-vous une délégation dans chaque pays d'origine ?*

AP : Aussi bien en Colombie qu'au Maroc, nous avons un bureau qui se charge de la sélection, des visas et des billets. En Roumanie, la sélection est réalisée par le gouvernement, mais nous avons nous-mêmes commencé à nous en charger dans certains villages. Et nous avons entamé les démarches pour ouvrir un nouveau bureau à Bucarest.

MAR : *Dans le cas du Maroc, avez-vous été chercher des travailleurs au nord ?*

AP : Nous sommes allés à Tanger et aux alentours, parce que nous préférons qu'ils parlent un peu espagnol. Mais par la suite, nous avons décidé nous rendre dans des endroits comme Sidi-Yamani, village de l'arrière-pays et soumis à de grandes difficultés économiques. Nous embauchons des femmes, car en Espagne, il y a déjà une

majorité de travailleurs marocains qui collectent les fruits, mais il manque des femmes pour leur manipulation – tâche qu'elles réalisent mieux que les hommes. Entre 65 % et 70 % des travailleurs saisonniers qui sont embauchés sont des hommes, et pratiquement toutes les femmes travaillent à la manipulation des fruits.

MAR : *Jouissez-vous d'un financement et/ou d'une aide de la part de la coopération espagnole pour avancer le prix des billets, l'hébergement, etc. ? Combien de temps restent-ils en Espagne ?*

AP : Entre six et neuf mois, le maximum autorisé. Nous tentons de faire en sorte que les colombiens restent plus longtemps, afin qu'ils puissent payer l'avion. L'article 78 du Règlement de la Loi exige, si vous souhaitez embaucher un étranger, que vous lui payiez le billet pour garantir le retour au pays d'origine une fois le contrat arrivé à terme. D'autre part, pendant leur séjour en Espagne, nous devons leur assurer l'hébergement : celui-ci est donc géré par Unió de Pagesos. L'hébergement peut être collectif, où chez les agriculteurs qui y sont prédisposés. Unió de Pagesos gère 43 logements construits par des entreprises privées, des coopératives ou des mairies. Le syndicat construit des logements ou réhabilite d'anciens bâtiments. La Generalitat de Catalogne offre des aides s'élevant à 50 % du coût de l'aménagement de ces logements. Dans certains cas, Unió de Pagesos a loué des colonies de vacances ou des appartements sur la côte.

MAR : *A partir de quel mois viennent-ils travailler ?*

AP : La COAG réunit les différentes associations de chaque autonomie et Unió de Pagesos définit des itinéraires de travail qui permettent au travailleur d'enchaîner les différentes tâches agricoles : ils commencent à Huelva, pour le ramassage des fraises en février ; ils se dirigent ensuite en Catalogne, à Lérida et Girona, pour la cueillette des cerises et l'éclaircissage des vergers de pêches. En juin, ils sont embauchés au ramassage des poires et en septembre, aux pommes et aux vendanges. Ils peuvent ensuite se rendre à Ségovie ou dans La Rioja. En été, ils vont à Majorque et cette année, nous irons jusqu'à Valence. Cependant, le séjour total ne peut pas dépasser neuf mois.

MAR : *Ainsi, aussi bien les agriculteurs que les travailleurs temporaires sont plus sûrs d'atteindre leurs objectifs ...*

AP : Ces itinéraires de travail constituent un engagement pour le travailleur, puisqu'on lui assure tout le cycle de production, et c'est une garantie pour l'agriculteur, qui disposera ainsi de gens pour réaliser la tâche pendant toute la campagne. Les immigrés qui travaillent tous les jours parviennent à gagner 720 euros par mois. Le système d'Unió de Pagesos intéresse l'agriculteur, parce qu'il lui garantit des travailleurs pendant toute la campagne, mais aussi le salarié, parce qu'on lui assure le salaire garanti par la convention, on lui paye la moitié du billet et d'autres services. Nous avons ainsi démontré qu'il est possible de faire venir des travailleurs avec des papiers, et que le mécanisme fonctionne.

MAR : *Ce système existe-t-il dans d'autres pays européens méditerranéens ?*

L'apport de travailleurs saisonniers dynamise le secteur agricole et favorise l'industrie dérivée

AP : Nous ne connaissons aucun autre pays européen qui réalise une procédure intégrale comme la nôtre, incluant l'embauche, l'accueil et l'accompagnement des travailleurs tout au long de la récolte des fruits.

MAR : *Quel pourcentage de travailleurs saisonniers décident de rester et violent l'accord initial ?*

AP : Il est minime. Il faut en outre rappeler que le règlement garantit que ceux qui sont venus pendant quatre ans, consécutifs ou en alternance, seront prioritaires, s'ils obtiennent un contrat de travail, dans l'octroi d'un permis d'un an qui sera renouvelé jusqu'à l'obtention du permis définitif.

MAR : *Ainsi, les travailleurs saisonniers embauchés par Unió de Pagesos, bien que devant payer l'hébergement et une partie du billet, doivent sûrement économiser plus d'argent que la moyenne des immigrés installés en Espagne.*

AP : L'argent, ils l'économisent pour l'envoyer dans leurs pays d'origine. Le travailleur saisonnier envoie à sa famille de l'ordre de 400 à 600 euros par mois, à raison d'une moyenne de cinq mois de séjour pour les colombiens. La grande majorité travaille 10 heures par jour, pour gagner plus. Un saisonnier embauché par la COAG, qui a travaillé un minimum de trois mois, envoie plus d'argent que tout autre immigré qui passe ici toute l'année.

MAR : *Ils doivent être très contents.*

AP : L'intérêt est mutuel, car l'arrivée d'un travailleur temporaire entraîne



Pagesos Solidaris collabore à la mise en marche de projets de développement dans les communautés d'origine, comme celui de Sidi-Yamani (Maroc), dans lequel les femmes apprennent la confection et reçoivent des cours d'alphabétisation. / PAGESOS SOLIDARIS

une dynamisation du secteur agricole, et favorise en outre l'industrie dérivée, puisque pour chaque travailleur que vous apportez, vous créez ici un autre poste de travail : au sein de la coopérative, l'informaticien, le vendeur, ceux qui fabriquent les cageots dans un autre village ...

MAR : *Il semblait que les agriculteurs allaient disparaître en raison de la mécanisation, du vieillissement et du manque d'intérêt pour ce secteur. L'immigration a sans aucun doute aidé à dynamiser l'agriculture.*

AP : Il est vrai que la population active agricole catalane est de plus en plus réduite, en raison du vieillissement, mais la surface agricole ne diminue pas : avec les cultures intensives et irriguées, la production augmente. Et cette agriculture a besoin de main d'œuvre, il y a des productions agricoles, comme la cueillette des fruits et les cultures maraîchères, qui ne peuvent pas être mécanisées, et le besoin de main d'œuvre est toujours important. De même, le système agricole se maintient grâce aux fils des agriculteurs. Les immigrés sont leurs salariés. Nous récoltons grâce à eux, et ils obtiennent

Nous aidons les communautés d'origine à mettre en marche des projets de développement

en échange des revenus qui favorisent les économies de leurs pays d'origine.

Contribuer aux projets de développement

MAR : *A un cours sur la Coopération et le Développement, organisé par PAGESOS Solidaris, j'ai été frappée par les présentations de plusieurs jeunes immigrés sur des projets de développement, ainsi que sur le fonctionnement de leurs communautés d'origine, au sein desquelles coopèrent plusieurs municipalités et associations catalanes. Comment s'effectue la sélection de ces leaders ?*

AP : Le programme d'accueil inclut des activités servant de formation aux travailleurs, afin d'établir des liens et de faciliter la reconnaissance des personnes susceptibles d'être des leaders. Ceux-ci seront formés en tant qu'agents de développement et commenceront à élaborer des projets dans leur communauté d'origine, qu'ils présenteront l'année suivante en Espagne, dans l'espoir de recevoir notre soutien et financement.

MAR : *Ces collaborations entre des communautés de tiers pays et des mairies et des associations de pays européens relancent un type de coopération décentralisée qui semblait disparaître au profit de la coopération bilatérale entre les Etats. Ce sont les immigrés eux-mêmes qui proposent les projets ou c'est vous, en les adaptant à vos propres intérêts ? Pourriez-vous décrire un cas particulier, et indiquer qui sont les personnes disposées à coopérer ?*

AP : Ils font beaucoup de projets, mais ils ne sont pas toujours réalisables.

Pour que nous puissions les présenter à un appel d'offres public, dans l'objectif d'un financement éventuel, il doit s'agir de projets durables, qui profitent à toute une agglomération. Un exemple intéressant suggéré par les jeunes a été celui de la culture de physalis dans une zone de Bogota. Il s'agit d'une culture intensive qui requiert grand nombre de main d'œuvre – ce dont ils disposent – et ne requiert pas beaucoup de terre – ce qu'ils n'ont pas, et les obligent justement à émigrer. Ce projet a compté, par exemple, sur la coopération de la mairie de Lérida et celle de Torroella pour l'irrigation. Ils ont pris contact avec une entreprise d'exportation, et ont déjà commencé à travailler.

MAR : *Et au Maroc ?*

AP : Un autre exemple de projet élaboré dans la communauté d'origine est celui qui a été implanté avec les femmes de Sidi-Yamani, dans le cadre duquel celles-ci apprennent la confection et participent en parallèle à un processus d'alphabétisation et de formation générale.

MAR : *Vous engagez-vous à maintenir l'aide apportée aux projets pendant un certain temps ?*

AP : S'ils sont approuvés à la suite de l'appel d'offres, ils reçoivent une aide pendant deux ans. Après cette période, ils doivent fonctionner tout seul. Ce qui intéresse, c'est de consolider des groupes de personnes venant travailler ici, et de faire en sorte que leurs communautés lancent des projets de développement, pour qu'ils voient l'existence d'une relation solide.

MAR : *Ces efforts favorisent la formation et le développement social et communautaire. Ils les renforcent en tant que collectivité, et possèdent des répercussions mondiales. Croyez-vous que ce processus renforce la société civile dans les populations d'origine mais aussi dans celles d'accueil ?*

AP : Ces sociétés ont souvent une vie communautaire forte, comme c'est le cas des indigènes américaines, mais aussi des marocaines. Lorsqu'ils apportent de l'argent, cela se traduit par un bénéfice direct pour le travailleur, mais aussi indirect pour la communauté. Les projets permettent en outre d'élargir cette répercussion et de la rendre plus durable. En motivant de nouveaux projets, nous tentons de générer un cycle donnant plus de sens au système, car le travailleur fait partie de l'engrenage de tout un programme de travail. D'autre part, le fait de les aider à lancer des projets dans leurs propres communautés constitue pour eux une garantie, si une année, ils ne peuvent pas venir en Espagne. Dans certains cas, nous tentons de rechercher un financement pour aider ceux qui restent dans la communauté, afin d'améliorer la qualité des produits qu'ils élaborent et de diversifier leur production. En améliorant l'estime de soi de la population d'origine, nous aidons toute une communauté. Le système mis en place par Unió de PAGESOS vise également à impliquer politiquement la société civile de notre pays. Nous sommes conscients que ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais il s'agit d'une façon de contribuer à une solidarité mutuelle, et de donner un sens à tout le processus d'embauche des travailleurs saisonniers. ■